



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/9681
6 mars 1970
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 6 MARS 1970, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU VENEZUELA AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de m'adresser à vous au sujet de la lettre que le représentant permanent de la Guyane vous a envoyée le 24 février 1970 et qui a été distribuée le 25 du même mois comme document du Conseil de sécurité (S/9663).

A partir du mois de décembre 1969, des soldats guyanais stationnés à Eterinbang ont, à plusieurs occasions, tiré contre les postes vénézuéliens installés dans la zone du Cuyuni et du Venemo.

Au cours d'entretiens qui ont eu lieu entre les agents des deux pays dans la zone, les fonctionnaires guyanais ont affirmé qu'il s'agissait d'actes d'indiscipline commis par certains membres de leur personnel.

Or, les 17, 21 et 22 février dernier, les tirs dirigés contre nos postes ne nous permettaient plus de douter qu'il s'agissait d'actes délibérés. En réalité, ils ont permis d'inventer les faits dont nous sommes accusés, dans la communication à laquelle je me réfère.

Les accusations portées contre nous présentent toutes les caractéristiques déjà constatées dans les manifestations d'une politique qui vise un double but : résoudre les difficultés de la politique intérieure et présenter le Venezuela à l'opinion publique internationale comme un pays agresseur. Cette hypothèse est corroborée par le fait très significatif qu'au moment où se seraient produits les incidents allégués par le représentant permanent de la Guyane, d'éminentes personnalités de la région et d'autres Etats se trouvaient à Georgetown à l'occasion de la proclamation de la République guyanaise.

Nous sommes persuadés que l'opinion publique internationale accueillera ces nouvelles accusations avec le scepticisme dont l'opinion publique guyanaise semble avoir elle-même fait preuve.

Au demeurant, l'attitude de la Guyane et sa décision de porter ces incidents à la connaissance du Conseil de sécurité contraste avec les déclarations amicales faites par le Président de la République vénézuélienne, M. Rafael Caldera, et le Ministre des relations extérieures de mon pays, M. Arístides Calvani, à l'occasion de la proclamation de la République guyanaise, déclarations qui correspondent d'ailleurs à l'attitude générale du Gouvernement et du peuple vénézuéliens. Toutes les personnes qui résident au Venezuela et tous les correspondants de la presse internationale confirment que le gouvernement n'a pas incité l'opinion publique à adopter une attitude belliqueuse et qu'il ne s'est produit aucune manifestation qui aurait pu refléter des sentiments ou un comportement hostiles à l'égard de la Guyane. Conformément aux principes qui régissent la communauté internationale, le Venezuela, bien entendu, poursuit ses efforts en vue de récupérer le territoire dont il a été injustement dépossédé.

Je tiens donc à vous informer que, pour les raisons exposées ci-dessus, le Venezuela rejette intégralement la note de protestation du Gouvernement guyanais à laquelle il est fait allusion dans la lettre susmentionnée du représentant permanent de la Guyane.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente communication comme document du Conseil de sécurité.

Veuillez agréer, etc.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Venezuela
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,
(Signé) Andrés Aguilar M.
